



Tribune

Nanterre, le 3 juillet 2024

Pas de haine dans le logement HLM, pas une voix pour l'extrême droite !

Le 30 juin 2024 marque une date sombre dans l'histoire de notre pays. Le Rassemblement National et ses alliés sont aux portes du pouvoir après le 1^{er} tour de l'élection législative suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République. Cette décision et le résultat qui en découle menacent directement les politiques de solidarité, l'égalité des citoyens devant la loi et les valeurs fondamentales de notre République. En tant qu'acteurs politiques et institutionnels du logement HLM en Île-de-France, **nous nous devons de réagir face à cette menace qui pèse lourdement sur l'avenir de nos organismes et sur les millions de concitoyens et de familles que nous accompagnons chaque jour.**

Depuis des décennies, le logement HLM joue un rôle crucial dans la cohésion sociale de notre société. Il offre des **solutions de logements abordables et décents à des millions de personnes, sans discrimination**, contribuant ainsi à la mixité sociale par une offre de logements divers sur tous nos territoires. Nous constatons avec inquiétude que **le programme du Rassemblement National vise à démanteler ces acquis, en appliquant une logique raciste et inégalitaire à de nombreux pans de la société, dont l'accès et le droit au logement.**

Factuellement, **les propositions du Rassemblement National en matière de logement sont presque inexistantes et tournent uniquement autour de deux axes dangereux pour l'avenir du logement public** dans notre pays. D'abord, par l'application de la « préférence nationale » dans l'accès au logement HLM, qui vise à mettre en place une discrimination d'accès à un bien essentiel pour tous les travailleurs de notre pays, qu'ils soient français de naissance, naturalisés, régularisés ou en cours de régularisation. Ensuite par la prolongation de la dérégulation et la déresponsabilisation des acteurs dans la rénovation de nos bâtiments ou dans la construction, en supprimant par exemple le DPE et les contraintes qui y sont associées.

Sur la philosophie surtout, nous ne sommes pas dupes sur le fait qu'un gouvernement d'extrême droite, au-delà d'une politique discriminatoire et raciste, qui va fracturer encore davantage notre société, continuera la destruction programmée du logement HLM. Ils mettront à terre la loi SRU, puisqu'ils désignent d'ores-et-déjà les quartiers populaires comme des ghettos et soutiendront donc les maires qui ne souhaitent pas construire de logements sociaux. Ils continueront aussi une politique libérale du logement, en favorisant le privé et en asséchant toutes les ressources financières utiles au logement HLM : baisse des aides sociales à nos locataires (voire suppression des aides par application de la préférence nationale à leur accès), continuité de la baisse des aides à la pierre, aucune remise en cause de la Réduction de Loyer Solidarité...

Et, pour nous aider à réussir la transition écologique via la rénovation de nos parcs immobiliers, nous ne comptons pas non plus sur un gouvernement Rassemblement national tant ce sujet est absent de leur logique et de leur programme politique.

Face à cette situation, les membres de la SAC Cap Habitat refuseront **d'appliquer ces politiques contraires à notre engagement pour le droit au logement pour toutes et tous, et pour une société plus juste et plus solidaire**. D'autant plus en Ile-de-France, lorsque plus de 300 000 personnes sont sans abri, dont environ 3 000 enfants et que 800 000 ménages de toutes conditions sont dans l'attente d'un logement. Au contraire, nous nous engagerons davantage pour renforcer nos actions en faveur de la mixité sociale, lutter contre toutes les formes de discriminations et promouvoir des politiques de logement inclusives. **Pour les générations futures, il est de notre devoir de préserver les valeurs républicaines d'égalité, de fraternité et de liberté, héritées des mobilisations et combats passés.**

Nous appelons donc solennellement nos locataires et les citoyen-nés à faire barrage au Rassemblement National, en votant le dimanche 7 juillet prochain pour un-e candidat-e prête à gagner face à eux et faire échouer l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'extrême droite.

Le 8 juillet, la réalité peut avoir deux visages. **Pour défendre le logement HLM et refuser la haine, votons !**

Les 6 organismes HLM signataires, membres de Cap Habitat :



Créée en septembre 2021, Cap Habitat est une Société anonyme de coordination (SAC) réunissant 6 bailleurs franciliens : Coop'Ivry Habitat, Gennevilliers Habitat, IDF Habitat, Malakoff Habitat, Nanterre Coop'Habitat et Colombes Habitat Public, qui a rejoint la SAC en 2022.

Pour mettre en œuvre leurs valeurs communes et se donner pleinement les moyens de leur ambition, les membres de Cap Habitat ont fait le choix de développer des synergies sur des missions et des compétences structurantes en les répartissant entre les membres de la SAC selon un projet d'entreprise défini collectivement.

Avec 800 collaborateurs et plus de 52 000 logements répartis sur l'ensemble de la petite couronne parisienne, Cap Habitat est aujourd'hui un acteur important de l'habitat social en Île-de-France.

Contacts :

Jonathan GILBERG, Collaborateur du Président de CAP Habitat et de Nanterre Coop'Habitat. Responsable du service Communication de Nanterre Coop'Habitat
jgilberg@nanterre-coop-habitat.fr / 06 25 78 02 25
Ludovic PAUL-SAINTE MARIE, Responsable communication de CAP Habitat et de Malakoff Habitat
l.paulsaintemarie@malakoff-habitat.fr / 06 28 45 78 57
Mounirou SAIBOU, chargé de projet SAC Cap Habitat
m.saibou@caphabitat.fr / 06 17 53 50 00